

## R3b : Stop au génocide à Gaza - Liberté et justice pour les Palestinien-nes !

Signataires : Jakub Walczak (JS Ville de Berne), Nada Scherer (JS Ville de Berne), Benjamin Guerne-Kieferndorf (JS Argovie), Jonas Mauduit (JS Bilingue), Vincenzo Sartori (GISO Ticino), Ada Sartori (GISO Ticino), Elisabetta Marchesini (JS Genève), Eda Akdemir (JS Oberland zurichois), Lana Rosatti (JS Ville de Berne), Youri Zwahlen (JS Ville de Berne), Adrien Rastello (JS Genève), Yasmine Berrada (JS Genève), Elisa Pedrina (GISO Ticino), Aida Demaria (GISO Ticino), Loïc Ruspini (GISO Ticino), Silas Muggli (JS Oberland zurichois), Mario Huber (JS Zug), Lennard End (JS Bilingue)

(Gaza) غزة

Ces derniers mois, la situation déjà intolérable pour les Palestinien-nes dans la bande de Gaza occupée par Israël a atteint un niveau génocidaire. Les attaques des forces israéliennes ont tué plus de 28'000 personnes à Gaza depuis le 7 octobre, dont plus de 10'000 enfants, selon l'OCHA<sup>1</sup>. Dix mille autres personnes sont toujours portées disparues sous les décombres, au moins 67'000 autres ont été blessées et la quasi-totalité de la population de la bande de Gaza, qui compte plus de deux millions de Palestinien-nes, a été déplacée à l'intérieur du pays. Mais où pourraient-elles retourner ? Plus de 60% de toutes les habitations de la bande de Gaza ont été détruites ou endommagées, ainsi que près de 80% des infrastructures scolaires ainsi que de nombreux lieux de prière et de culture.<sup>2</sup> L'armée israélienne a en outre bombardé une grande partie des infrastructures médicales vitales de Gaza.<sup>3</sup> Le renforcement du contrôle israélien et le blocus des frontières de la bande de Gaza empêchent en grande partie l'acheminement de l'aide vitale comme la nourriture, l'eau, le carburant et les soins médicaux. Il faudrait laisser entrer six à dix fois plus d'aide pour couvrir ne serait-ce que les besoins vitaux.<sup>4</sup> L'accès pour les journalistes est également fortement limité et 133 journalistes ont déjà été tué-es lors d'attaques de l'armée israélienne.<sup>5</sup> Le plan d'action de l'ONU pour la sécurité des journalistes est ainsi clairement bafoué. Aujourd'hui, il n'y a plus d'endroit sûr à Gaza : depuis le début de l'escalade, l'armée israélienne bombarde régulièrement des zones qu'elle a considérées comme sûres pour la population civile de la bande de Gaza et où elle l'a forcée à se réfugier – comme actuellement à Rafah, la région la plus au sud de la bande de Gaza, où il n'y a plus d'issue.<sup>6</sup>

Toutefois, cela fait déjà des années que diverses commissions d'expert-es juridiques mettent en garde contre un génocide et ce fut à nouveau le cas en octobre 2023.<sup>7</sup> Le génocide désigne des crimes dirigés contre un groupe humain et commis avec l'intention de le détruire en tout ou en partie.<sup>8</sup> À la fin de l'année dernière, l'Afrique du Sud a déposé une plainte pour génocide contre Israël auprès de la Cour internationale de justice,<sup>9</sup> suite à quoi la CIJ a émis des mesures provisoires.<sup>10</sup> Nous approuvons ce développement, car les déclarations des autorités israéliennes sont sans équivoque. Le ministre de la Défense Jo'aw Galant a par exemple qualifié les habitant-es de la bande de Gaza "d'animaux humains"<sup>11</sup>,

1 [Over 10,000 infants and children killed in Israel's Gaza genocide, hundreds of whom are trapped beneath debris \(euromedmonitor.org\)](https://euromedmonitor.org)

2 <https://www.unocha.org/publications/report/occupied-palestinian-territory/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

3 <https://www.who.int/news/item/24-01-2024-who-and-partners-bring-fuel-to-al-shifa--as-remaining-hospitals-in-gaza-face-growing-threats>

4 <https://orientxxi.info/magazine/gaza-on-ampute-des-enfants-sans-anesthésie-c'est-ca-la-réalité,7057>

5 <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-reported-impact-day-128> (beinhaltet Zahlen für den gesamten Abschnitt)

6 [https://www.democracynow.org/2024/2/12/evacuation\\_from\\_rafah](https://www.democracynow.org/2024/2/12/evacuation_from_rafah)

7 <https://twailr.com/public-statement-scholars-warn-of-potential-genocide-in-gaza/>

8 <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2002/358/de>

9 <https://www.icj-cij.org/case/192>

10 <https://www.amnesty.ch/de/laender/naheer-osten-nordafrika/israel-besetzte-gebiete/dok/2024/israel-muss-igh-entscheid-nachkommen-und-voelkermord-in-gaza-verhindern>

11 <https://www.hrw.org/fr/news/2023/10/18/israel-le-blocus-illegal-de-gaza-des-effets-fatals-pour-des-enfants>

le président israélien Isaac Herzog a déclaré que les civils participaient également à la terreur du Hamas<sup>12</sup> et Nissim Vaturi, vice-président du Parlement israélien, a estimé que "Gaza doit brûler" et que les personnes qui y restent doivent être exterminées.<sup>13</sup> Dans le contexte de la destruction incommensurable et de l'anéantissement de la vie palestinienne que ces mêmes autorités ont commises ou ordonnées au cours des derniers mois, ces déclarations témoignent de la déshumanisation délibérée de tout un groupe de population afin de légitimer le génocide mis en œuvre.

## Mise en perspective de la situation actuelle

L'escalade de la violence contre les Palestinien·nes n'a pas lieu uniquement dans la bande de Gaza et n'est pas nouvelle. L'année 2022 avait déjà été l'année la plus meurtrière pour les Palestinien·nes en Cisjordanie depuis plus d'une décennie, après qu'au moins 151 personnes ont été tuées par les forces armées israéliennes.<sup>14</sup> Ce chiffre a été dépassé en 2023 avant même le 7 octobre, avec plus de 200 Palestinien·nes tué·es en Cisjordanie à cette date.<sup>15</sup> Au cours des quatre mois qui ont suivi, la violence n'a cessé d'augmenter et 384 Palestinien·nes supplémentaires ont été tué·es, dont 97 enfants.<sup>16</sup> L'État israélien accélère également la destruction de maisons et l'installation de colonies illégales à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Depuis 2006, jamais on n'avait enregistré autant d'attaques de colons que ces derniers mois.<sup>17</sup> En août 2023, 1264 Palestinien·nes étaient en outre détenus par Israël sans inculpation ni jugement, le chiffre le plus élevé depuis trois décennies.<sup>18</sup> La discrimination systématique de l'État israélien à l'encontre de la population palestinienne correspond au crime d'apartheid, tel qu'il a été exposé par Amnesty International,<sup>19</sup> Human Rights Watch<sup>20</sup> et comme le décrit la résolution 2022 de la JS.<sup>21</sup> Ce système d'apartheid continue d'exister, cependant la situation s'est considérablement détériorée depuis lors.

Le point de départ le plus récent de l'intensification considérable des attaques israéliennes a été le 7 octobre 2023, date à laquelle des groupes militants palestiniens dirigés par le Hamas ont attaqué des installations civiles et militaires dans le sud d'Israël. Ces attaques ont tué au total 1139 Israélien·nes et ressortissant·es étrangère·ers, dont 766 civils, parmi lesquels 36 enfants. Au moins 5400 autres personnes ont été blessées en Israël.<sup>22</sup> De plus, environ 250 personnes ont été prises en otage et la moitié d'entre elles se trouvent toujours à Gaza.<sup>23</sup> Depuis, en échange de la libération de certains otages de Gaza, des prisonnière·ers palestinien·nes ont été libérés en Israël, ce qui a été présenté par le Hamas comme l'un des objectifs de la prise d'otages.<sup>24</sup>

Bien que la JS soutienne les Palestinien·nes dans leur lutte pour la liberté, nous ne légitimons pas la violence contre la population civile et ne tolérons pas la banalisation de tels crimes. Nous condamnons également profondément les violences sexuelles perpétrées envers les femmes israéliennes décrite dans

---

12 <https://www.itv.com/news/2023-10-13/israeli-president-says-gazans-could-have-risen-up-to-fight-hamas>

13 <https://www.jpost.com/israel-hamas-war/article-781618>

14 <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/>

15 <https://news.un.org/en/story/2023/12/1145132#:~:text=Prior%20to%207%20October%2C%20a,began%20recording%20casualties%20in%202005.>

16 <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

17 <https://peacenow.org.il/en/unmatched-surge-in-settlement-activity-in-the-west-bank-since-the-onset-of-the-gaza-war>

18 <https://apnews.com/article/israel-detention-jails-palestinians-west-bank-793a3b2a1ce8439d08756da8c63e5435>

19 <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/>

20 <https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution>

21 <https://juso.ch/de/positionspapiere/wir-verurteilen-die-systematische-unterdrueckung-der-palastinensichen-bevolkerung-durch-den-israelischen-staat/>

22 [https://www.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/more-than-5400-people-in-israel-wounded-since-start-of-war-says-health-ministry/](https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/more-than-5400-people-in-israel-wounded-since-start-of-war-says-health-ministry/)

23 <https://www.france24.com/en/live-news/20231215-israel-social-security-data-reveals-true-picture-of-oct-7-deaths>

24 <https://www.aljazeera.com/features/2023/10/11/analysis-why-did-hamas-attack-now-and-what-is-next>

des rapports portant sur les attaques du 7 octobre.<sup>25</sup> Les violences sexuelle et la torture, en particulier contre les personnes FINTA, sont souvent utilisées systématiquement dans des contextes de guerre et d'occupation coloniale et servent délibérément à l'intimidation, à l'humiliation et à l'expulsion. Ainsi, l'utilisation des violences sexuelles et sexistes à l'encontre de détenu-es palestinien·nes par les forces de sécurité israéliennes est également documentée et doit mise en lumière et condamnée avec la plus grande fermeté.<sup>26</sup>

## Contexte historique et colonial

Les événements du 7 octobre ne se sont pas produits dans des circonstances isolées. La nature de l'État israélien et sa politique en ont créé les conditions nécessaires,<sup>27</sup> tout comme chaque acteur colonial et occupant au cours de l'histoire. Il est donc important de replacer l'attaque du Hamas dans le contexte colonial historique de la Palestine. Dans sa résolution de 2022, la JS critiquait déjà la politique colonialiste menée par Israël depuis sa création, qui "vis[e] à assurer la domination démographique et économique des personnes à la nationalité juive sur son territoire".<sup>28</sup>

Avant la création d'Israël en 1948, la Palestine était déjà sous le mandat de la puissance impériale britannique, qui soutenait déjà activement le sionisme par la déclaration Balfour de 1917. Des figures centrales du mouvement sioniste, comme Theodor Herzl et Ze'ev Jabotinsky, ont clairement compris que la création d'Israël était aussi un "programme colonial",<sup>29</sup> auquel s'opposaient les Arabes qu'ils qualifiaient d'indigènes<sup>30</sup>. La création d'Israël en tant qu'État juif ethno-nationaliste est ainsi basée sur la Nakba (catastrophe en arabe), l'expulsion violente, la dépossession et l'extermination continues de la population palestinienne, ainsi que de sa société, de sa culture, de son identité, de ses droits politiques et de ses aspirations nationales.<sup>31,32</sup> Actuellement, il convient également de souligner l'importance des États-Unis, qui soutiennent inconditionnellement Israël depuis des décennies, notamment sous la forme de milliards de dollars de fonds militaires chaque année<sup>33</sup> et en utilisant leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher toute action des Nations unies contre Israël.<sup>34</sup>

Mais les Palestinien·nes ne sont pas les seul·es à être opprimé·es par le sionisme. En effet, en tant qu'idéologie et mouvement politique, le sionisme a toujours hiérarchisé les personnes juives en fonction de leur appartenance ethnique et, par conséquent, toutes les personnes juives ne sont pas traitées de la même manière en Israël.<sup>35</sup> L'opposition des Juive·ifs au sionisme s'est manifestée de diverses manières. Depuis l'apparition de Theodor Herzl sur la scène internationale, les juive·ifs antisionistes ont fait valoir que l'abandon de la diaspora au profit d'un État-nation juif colonialiste n'était pas la bonne solution pour garantir la sécurité et lutter contre l'antisémitisme.<sup>36</sup> Nous soutenons les revendications des juive·ifs pour la sécurité et la paix dans le monde entier, surtout après les horreurs de la Shoah, et nous considérons que nous avons une responsabilité particulière en tant qu'Européens.

---

25 <https://theintercept.com/2023/12/24/feminism-sexual-violence-hamas-israel/>

26 <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/>

27 <https://www.timesofisrael.com/for-years-netanyahu-propped-up-hamas-now-its-blown-up-in-our-faces/>

28 [Wir verurteilen die systematische Unterdrückung der palästinensischen Bevölkerung durch den israelischen Staat! - JUSO Schweiz](#)

29 <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/09/GRESH/65084>

30 <https://en.jabotinsky.org/media/9747/the-iron-wall.pdf>

31 Khaidi, Rashid (2020). *The Hundred Years' War on Palestine: A History of Settler Colonialism and Resistance, 1917–2017*. Metropolitan Books .

32 [Seventy+ Years of Suffocation | Amnesty International](#)

33 <https://edition.cnn.com/2023/10/11/politics/presidents-israel-cnn/index.html>

34 <https://www.npr.org/2023/12/08/1218332312/israel-hamas-war-us-ceasefire-veto-un>

35 <https://www.jewishvoiceforpeace.org/resource/zionism/>

36 <https://www.jewishvoiceforpeace.org/2019/01/12/a-partial-history-of-jewish-alternatives/>

Enfin, nous ne pouvons pas soutenir des idéologies ou des concepts d'État basés sur l'expulsion, l'expropriation, l'exclusivité et la domination ethnique ou religieuse, et qui maintiennent ces systèmes par la force jusqu'à aujourd'hui. Nous considérons que les perspectives d'égalité des Palestinien·nes sont fondamentalement minées par le sionisme. La Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme, tout comme la JS, distingue clairement l'antisémitisme de l'antisionisme. Nous nous y référons pour "soutenir les réglementations qui accordent à tous les habitants "De la mer au Jourdain" une égalité totale, [...] sous quelque forme que ce soit".<sup>37</sup>

## Résistance palestinienne

Les Palestinien·nes, comme toute autre population sous occupation coloniale et apartheid, ont le droit de résister, y compris par la lutte armée. Cela n'inclut toutefois pas la violence contre la population civile.<sup>38</sup> Notre soutien à la résistance palestinienne ne doit pas être assimilé à un soutien inconditionnel à toutes les organisations palestiniennes, y compris le Hamas.

Le Hamas est un mouvement islamiste fondamentaliste et une organisation politique fondée en 1987 qui administre en interne la bande de Gaza depuis les dernières élections de 2006 et qui promeut un programme politique réactionnaire et autoritaire. Le Hamas n'a pas atteint sa position actuelle de parti au pouvoir dans la bande de Gaza du jour au lendemain. En raison de la passivité et de la corruption du Fatah et de l'absence d'alternative, le Hamas a gagné en importance. Les gouvernements israéliens ont également aidé le Hamas dans ce processus, car ils voyaient dans une scission du mouvement de libération palestinien une opportunité de renforcer la position de l'État israélien. Depuis la bataille pour la bande de Gaza entre le Fatah et le Hamas en 2007, le Hamas a conservé le contrôle de la bande de Gaza par des moyens autoritaires. Alors qu'il existe un soutien plus large à la résistance armée<sup>39</sup> des acteurs palestiniens contre l'occupation israélienne, la population palestinienne critique aussi la mauvaise gouvernance, les méthodes et la corruption du Hamas.<sup>40</sup>

Notre critique du Hamas ne doit cependant pas se faire au détriment du droit des Palestinien·nes à la résistance anticoloniale. Dans le discours sur les mouvements de résistance, nous devons également reconnaître la longue et persistante histoire coloniale et impériale des États-Unis et des États européens, qui refusent aux opprimé·es tout droit à la résistance et les qualifient de terroristes qui devraient être réprimé·es par la force. L'histoire a clairement montré que pour l'État israélien, la nature de l'acte de résistance palestinien, pacifique ou armé, importe peu. La stratégie d'Israël consiste à réprimer toute contestation des structures d'occupation et de colonisation. Depuis des décennies, les fractions de gauche de l'OLP, les progressistes, les démocrates palestinien·nes et les civils sans idéologie claire et déclarée ont tou·tes souffert de la même répression israélienne. Par exemple, lors des manifestations hebdomadaires, pour la plupart pacifiques, à la frontière de Gaza avec Israël, connues sous le nom de "the Great March of Return" en 2018/19, 223 Palestinien·nes ont été tué·es.<sup>41</sup> Au-delà des frontières de la Palestine occupée, la solidarité avec la lutte palestinienne et le soutien à la campagne "Boycott, désinvestissement et sanctions" (BDS) sont également de plus en plus criminalisés dans les pays occidentaux.

---

37 [https://jerusalemdeclaration.org/wp-content/uploads/2021/03/JDA-deutsch-final.ok\\_.pdf](https://jerusalemdeclaration.org/wp-content/uploads/2021/03/JDA-deutsch-final.ok_.pdf)

38 <https://law4palestine.org/do-palestinians-have-the-right-to-resist-and-what-are-the-limits-short-article/>

39 <https://pcpsr.org/en/node/961>

40 <https://apnews.com/article/gaza-hamas-demonstration-israel-blockade-palestinians-306b19228f9dd21f1036386ce3709672>

41 <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2018/10/gaza-great-march-of-return/>

## Contexte suisse

En tant que JS, nous condamnons tous les actes et déclarations discriminatoires, qu'ils soient antisémites ou islamophobes, et déplorons la hausse de tels incidents en Suisse. Il est important de nommer clairement la montée de l'antisémitisme, de la condamner, de la combattre. Pour cela, nous nous appuyons sur la *Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme*.

Nous nous opposons clairement à la répression et à la criminalisation des voix et des manifestations (pro-) palestiniennes, qui sont souvent confrontées à des accusations générales d'antisémitisme et à une prétendue glorification du terrorisme, ce qui renforce le récit raciste de "l'antisémitisme importé". Nous nous opposons aussi à la criminalisation du slogan utilisé par les activistes palestiniens "From the river to the sea, Palestine will be free", qui ne représente pas, comme cela a été prétendu, l'expulsion de personnes juives, mais la libération de Palestinien·nes. C'est aux opprimé·es elles-eux-mêmes de choisir les mots qui incarnent le mieux leur résistance à l'oppression. Dans le présent cas, l'oppression s'étend du Jourdain à la Méditerranée et il est donc logique que la libération des Palestinien·nes ait lieu dans cette région. Alors que de nombreux médias minimisent le génocide dans la bande de Gaza et que les reportages à ce sujet sont généralement marqués par le racisme et la déshumanisation, des fonds comme ceux alloués à Baba News, qui fait un travail précieux en matière d'information et de visibilité de voix diversifiées, sont supprimés.<sup>42</sup>

La Suisse est le quatrième partenaire commercial d'Israël<sup>43</sup> et des relations commerciales existent également entre les deux États dans le domaine militaire. Entre 2015 et 2022, la Suisse a exporté du matériel de guerre vers Israël pour une valeur de 3,5 millions de CHF<sup>44</sup> et a également acheté 6 drones au producteur d'armes israélien Elbit pour 300 millions de CHF.<sup>45</sup> Concrètement, cela signifie que l'armée israélienne utilise entre autres des armes suisses et surtout que la Suisse finance le génocide en cours par le biais de ventes d'armes.

Suite au 7 octobre, plusieurs villes suisses ont manifesté leur solidarité avec Israël et les civils tué·es par le Hamas. Cependant, ces mêmes manifestations de solidarité avec la souffrance des Palestinien·nes après le 7 octobre continuent de faire défaut. Le Département des affaires étrangères de la Suisse va même jusqu'à suspendre jusqu'à nouvel ordre les contributions prévues à l'UNRWA en raison d'accusations non confirmées par le gouvernement israélien.<sup>46</sup> Les politicien·nes et le Conseil fédéral continuent, elles-eux aussi, à parler du droit d'Israël à se défendre. Il faut préciser que les attaques israéliennes ne peuvent pas être considérées comme une légitime défense reconnue par le droit international, car celle-ci doit être proportionnelle et non préventive.<sup>47</sup> De plus, le droit international fait référence à la légitime défense dans des circonstances interétatiques, et non dans des territoires occupés comme Gaza.<sup>48</sup>

Afin de mettre un terme immédiat au génocide continu des Palestinien·nes et en particulier à l'escalade dans la bande de Gaza, nous exigeons :

---

42 <https://www.hauptstadt.be/a/wir-bereuen-nichts-babanews>

43 <https://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-establishes-a-company-in-switzerland/>

44 [https://www.seco.admin.ch/seco/de/home/Aussenwirtschaftspolitik\\_Wirtschaftliche\\_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/ungskontrolle-und-ruestungskontrollpolitik](https://www.seco.admin.ch/seco/de/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/ungskontrolle-und-ruestungskontrollpolitik)

45 <https://www.rts.ch/info/suisse/14570124-nouveau-retard-de-livraison-pour-les-drones-israeliens-ads15-a-larmee-suisse.html>

46 <https://www.amnesty.ch/de/laender/naher-osten-nordafrika/israel-besetzte-gebiete/dok/2024/staaten-muessen-suspendierung-der-unrwa-gelder-rueckgaengig-machen> ; <https://www.haaretz.com/israel-news/2024-02-07/ty-article/unproven-allegations-u-k-channel-4-slams-israels-charge-against-unrwa/0000018d-837c-d636-aded-cffe76790000>

47 <https://www.jurist.org/commentary/2023/12/7-10-the-question-of-israels-right-to-self-defense-under-international-law/>

48 [Does Israel have the right to self-defence in Gaza? | Israel War on Gaza News | Al Jazeera](https://www.aljazeera.com/news/2023/12/7/does-israel-have-the-right-to-self-defence-in-gaza/)

- Un cessez-le-feu immédiat, durable et définitif.
- La levée complète du blocus autour de la bande de Gaza.
- Le rétablissement et l'augmentation de l'aide humanitaire internationale envoyée dans la bande de Gaza.
- La libération des prisonnière·ers palestinien·nes injustement détenu·es en Israël ainsi que des otages enlevé·es d'Israël à Gaza.
- La fin des livraisons d'armes à Israël par les États-Unis et tous les autres États, qui se chiffrent en milliards, et l'arrêt de la politique de veto permanente au Conseil de sécurité de l'ONU.

La Suisse doit également assumer sa responsabilité envers les Palestinien·nes. Nous exigeons donc :

- L'arrêt immédiat de toutes les exportations d'armes de la Suisse vers Israël et la fin de toutes les relations militaires et commerciales avec le gouvernement israélien.
- Des sanctions économiques pour Israël et en particulier pour les entreprises impliquées dans la mise en œuvre de la politique de colonisation.
- Le soutien ouvert à la plainte déposée par l'Afrique du Sud contre Israël auprès de la CIJ.
- Un travail actif de la délégation suisse au Conseil de sécurité pour que l'ONU assume ses responsabilités en matière de protection des droits humains et du droit international.

Nous sommes solidaires de la lutte des Palestinien·nes pour la liberté et la justice et de tou·tes celles-eux qui, dans la région et au niveau international, luttent contre les gouvernements oppressifs, inhumains et l'impérialisme des États occidentaux et s'engagent pour la liberté et la justice pour tous les êtres humains, indépendamment de leur nationalité, religion ou "race".

Nous demandons donc également :

- Que tous les États, en particulier les États européens et nord-américains, cessent immédiatement leur soutien politique et économique inconditionnel au gouvernement israélien.
- La réactivation du comité de l'ONU contre l'apartheid et la persécution.<sup>49</sup>
- Le respect, la protection et la promotion du droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs maisons et leurs territoires, comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.<sup>50</sup>
- La reconnaissance et le traitement du colonialisme de colonisation d'Israël.
- Le boycott ciblé des biens et services provenant des colonies israéliennes dans les territoires occupés et des entreprises – israéliennes ou non – qui participent à la mise en œuvre de cette

---

<sup>49</sup> A Threshold Crossed: Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and Persecution | HRW

<sup>50</sup> <https://www.unrwa.org/content/resolution-194>

politique.<sup>51</sup>

Le retour au statu quo n'est pas une option. Il faut un cessez-le-feu permanent, la fin de l'apartheid et du colonialisme de colonisation et la perspective d'une véritable justice. Sinon, l'exigence libérale de paix et de réconciliation qui est souvent opposée à la résistance palestinienne ne signifie rien d'autre qu'une exigence d'assujettissement.<sup>52</sup> La fin de l'oppression n'est pas seulement souhaitable, elle est possible. Ensemble pour une Palestine libre.

Prise de position du comité directeur : à suivre.

---

51 <https://bdsmovement.net/call> ; Resolution der SP-Fraktion\_Naher-Osten (sp-ps.ch) 2010

52 <https://juedischantikolonial.wordpress.com/>